

Chef(fe) de projet spécialisé en économie sociale et solidaire

RNCP26240 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Code(s) NSF	332n
Code(s) ROME	K1802, M1502, M1402, M1403, K1403
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'échéance	07/06/2021

Certificateur(s)

INITIATIVES · SIRET : 35335070500037

Partenaires habilités

2 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 2 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
INSTITUTION SAINTE CLOTILDE	53329492200075	Former
L'ACTION SOCIALE	42074334600025	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

A compléter (Reprise)

ACTIVITÉS VISÉES

Un/e Chef(fe) de projet en économie sociale et solidaire est chef de projet dans deux dimensions simultanées :

- organisation et/ou développement de services sociaux et/ou territoriaux,
- aide au « développement humain » socio-territorial, spécialisation en économie dite solidaire (pour que les personnes, individus et collectifs, développent leurs propres ressources et potentiels d'activités de subsistance et de vie socioculturelle)

Activités et tâches de base pour un cadre de direction (cadre intermédiaire ou direction-adjointe) :

- conduite et développement de services, au sein d'une équipe de direction,
- assistance de la direction, d'un côté, des équipes de l'autre côté

Activités et tâches de base pour le développement (chef(fe) de projet proprement dit) :

- conception et conduite méthodiquement un projet dont la finalité est dirigée vers l'extérieur de l'établissement ou du service
- évaluation de l'avancement du projet, voire en corrige les axes si nécessaire
- action systématique en réseau et en partenariats territorialisés

Activités et tâches spécialisées en économie sociale :

- expertise ou audit de territoire et des logiques d'acteurs (acteurs politiques et société civile) en tenant compte du potentiel de ses structures et de la population (dont la population ciblée pour le développement solidaire)
- travail en réseau plus larges (prend en compte des soutiens et une ouverture à une autre échelle que celle du projet : nationale, européenne, internationale)
- évaluation projective des activités en plus des évaluations demandées par les tutelles, financeurs ou partenaires

Activité et tâches spécialisées en économie solidaire :

- Pilotage et soutien des activités de personnes extérieures au service, constituant son public destinataire
- Association des publics ou bénéficiaires au développement et à l'évaluation partagée d'un projet
- Constitution des bases du « choix social » : adhésion et appropriation du projet par les bénéficiaires
- valorisation démocratique du projet (accès individuel et collectif à l'éducation et la culture, possibilité augmentée de choix de vie, liberté de conscience, vies personnelles en réseaux humains solidaires, vivre-ensemble pacifié et favorisé, accès élargi à la citoyenneté...)

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Capacités attestées :

Domaine de Compétences 1 : « Conduite ou développement de service »

- conduire et évaluer d'un développement qui consolide un service ou un ensemble de services (une entreprise, un établissement)
- inscrire d'un projet dans la durée, de façon dynamique et évolutive
- veiller sur l'adhésion, libre et argumentée, des professionnels au projet en cours de développement, en termes de bienfaits mesurables également pour eux

Domaine de Compétences 2 : « Conception-conduite de projet »

- agir uniquement par conduite et développement de projets (au sein d'une entreprise, service, ou établissement)
- inscrire le fonctionnement d'un service dans son environnement externe, le désenclaver
- faire que le service, l'entreprise ou l'établissement dynamise les activités de cet environnement (un projet, même local, est toujours en charge d'une dimension interactive d'intérêt collectif ou général propre à l'action économique, politique, administrative et sociale d'une société).

Domaine de Compétences 3 : « compétences spécialisées en économie solidaire »

- promouvoir les enjeux et aspects strictement économiques d'une activité sociale
- prendre en compte de la « société civile » (les activités non lucratives qui ne relèvent ni d'un service public au sens administratif ni d'une collectivité politique)

user de gouvernance éthique (expertise des conflits de valeurs ou d'intérêt, pacification)

Domaine de Compétences 4 : « Compétences spécialisées en économie sociale »

- développer qualitativement un territoire, en termes de vivre-ensemble démocratique
- stimuler et accompagner les interactions entre individus et collectifs, entre collectifs, entre institutions et collectifs, etc
- articuler au cas par cas de l'intérêt général et des attentes éthique individuelles (bien vivre, santé, justice, etc.)

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- secteur sanitaire, social
- secteurs de l'économie sociale et solidaire (fondations, associations, coopératives, ONG, et toutes entreprises définies par la loi ESS...),
- formation professionnelle ou éducation permanente
- missions de développement social et/ou territorial pour les collectivités

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Assistant/e (ou conduite) de projet de développement par l'économie solidaire

Assistant/e (ou conduite) de projet de « développement humain » (critères ONU)

Chef/fe de projet en développement local ou territorial (urbain – région, ville, métropole, intercommunalité... - ou rural)

Chargé/e de mission en développement social ou territorial (en France, Europe ou à l'international)

Directeur/trice-adjoint/e ou chef/fe de service (secteur ESS et associatif)

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

A compléter (Reprise)

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 1 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 631 €
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs · tension 1/5 (Très faible) L4X80 — Techniciens des services administratifs · tension 4/5 (Élevée) L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques · tension 4/5 (Élevée) L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) · tension 3/5 (Modérée) L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement · tension 2/5 (Faible) L5X93 — Chargés d'études socio-économiques · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	42 310
Jugés difficiles à recruter	27 %
Emplois saisonniers	9 %
Familles professionnelles (FAP)	L2X61 — Agents administratifs L4X80 — Techniciens des services administratifs L4X82 — Techniciens et agents de maîtrise chargés d'études socio-économiques L5X90 — Cadres administratifs, comptables et financiers (hors juristes) L5X92 — Cadres des ressources humaines et du recrutement L5X93 — Chargés d'études socio-économiques

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

A compléter (Reprise)

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION, VAE

Jury impair de 3 à 5 personnes (80% extérieures à Initiatives-FLEPES)

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	6 727 €
Prise en charge	Branches concernées
6 727 €	Valeur par défaut · 213 branches

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	07/06/2021
--	------------

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Site Internet de l'autorité délivrant la certification

<http://www.initiatives.asso.fr/> et www.flepes.fr

INITIATIVES - Faculté libre d'études politiques et en économie solidaire

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/26240/>

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	65
Montant total engagé	158 828 €
Coût moyen par dossier	2 444 €
Durée moyenne	213 h
Période	01/2020 – 10/2021
France compétences	84 %
France Travail	9 %
Reste à charge titulaire	5 %
Entreprise	1 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.